



LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET vous informe

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION
N° 0142 du 02 juillet 2018 au 09 juillet 2018



Observatoire Tchadien des Finances



CONFERENCE SUR LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES REGIONALES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.



La conférence sur les perspectives économiques régionales en Afrique Subsaharienne, s'est tenue le 29 juin 2018 à l'Hôtel HILTON. Organisée par les Partenaires Techniques et Financiers sous le haut patronage du Ministre des Finances et du Budget et le Ministre de l'Economie et de la Planification du développement. Cette conférence a permis de mesurer le niveau actuel des Finances Publiques et faire des projections. Les travaux ont été animés par un panel composé de 8 personnalités dont le Ministre de l'Economie et de la Planification du Développement.



nance en vue d'améliorer les recettes.

Quatre présentations ont été faites par les partenaires techniques et financiers :

La Modératrice de la Conférence Madame **AMMINA EHEMIR** a souligné que face à la crise que connaît le Tchad suite à la chute drastique du prix du pétrole, il y a nécessité de changer la mentalité et de renforcer la bonne gouver-



D'abord, celle du Représentant Résident du FMI **JEAN CLAUDE NACHEGE** sur la Conjoncture Economique en Afrique Subsaharienne qui a montré qu'il ya une lente reprise de la croissance économique mais les difficultés persistent. Sur le plan mondial, il a indiqué que les perspectives de cette croissance sont bonnes. A moyen terme la croissance économique restera timide en Afrique Subsaharienne jusqu'à l'an 2022 du fait de plusieurs facteurs de fragilités notamment : l'aggravation des risques sécuritaires.



Ensuite l'Ambassadeur chef de la délégation de l'Union Européenne Dr **DENISA ELENA IONETE** a axé sa présentation sur la mobilisation des recettes en Afrique Subsaharienne. Pour elle, les appuis budgétaires qu'apportent les Partenaires techniques et Financiers aux pays, la collecte des recettes locales s'impose. A cet effet, **DENISA ELENA IONETE** recommande entre autre le renforcement des capacités.



Le Représentant résident de la Banque Mondiale, monsieur **FRANCOIS NANKOBOGO**, dans son exposé, sur la dynamisation de la croissance par l'investissement privé, a déclaré que cet investissement privé reste faible. Pourtant, ce secteur est un créateur de richesse, pourvoyeur d'emploi et un moyen de lutte contre la pauvreté. Il a ensuite révélé que le Tchad est le pays où le taux d'investissement privé est le plus bas par de la zone CEMAC et en appelle à l'amélioration du climat des affaires pour attirer les investisseurs privés.



Enfin, pour le Directeur de l'Agence Française de Développement **FRANÇOIS TIROT** le tissu des entreprises privées est faible et pense que le secteur privé ne peut se développer que s'il y a diversification de l'économie.

Le Ministre des Finances et du Budget Monsieur **ISSA MAHAMAT ABDELMA-MOUT**



a réitéré la détermination du Gouvernement à poursuivre les réformes des Finances, car pour lui le pays perd 61% de ses recettes. Ce qui est inconcevable, la crise financière actuelle doit servir de leçon a lâché le Chef du Département.



Son collègue de l'Economie et de la Planification du Développement **ISSA DOUBRAGNE** a mis l'accent sur l'orientation des fonds vers le secteur privé faisant ainsi référence au Plan National du Développement.



REMISE DES DIPLOMES AUX LAUREATS DE LA 5^{ème} PROMOTION DE L'IEF-PÔLE REGIONALE DE LIBREVILLE



Le Secrétaire d'Etat aux Finances et au Budget Monsieur **ALLALI MAHAMAT ABAKAR** a présidé la cérémonie de remise des diplômes aux lauréats de la 5^{ème} promotion de l'Institut de l'Economie et des Finances (IEF) Pôle Régionale de Libreville, le 27 juin 2018 dans la salle de réunion du Ministère des Finances et du Budget.

Le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Budget monsieur **ALALI MAHAMAT ABAKAR** qui présidait la cérémonie en présence des Directeurs Généraux du ministère et les familles des récipiendaires a dans sa missive adressée pour la circonstance exhorté les agents du Ministère des Finances et du Budget à emboîter le pas à ces futurs collaborateurs afin de renforcer les capacités du département pour une gestion rigoureuse des finances publiques, transparentes, efficaces, efficiente et conforme aux standards internationaux.



Le secrétaire d'Etat n'a pas manqué de prodiguer des sages conseils aux lauréats de la 5^{ème} promotion. Car ces diplômes ont été obtenus suite à des durs labeurs et qu'il faut mettre à profit pour que notre pays en bénéficie ; surtout dans la situation actuelle ou notre pays traverse une grave crise économique et financière qui perdure. Nous comptons sur vous et le pays compte sur vous a-t-il conclut.

Madame **Amina Wazoumi** a rappelé à l'endroit de l'assistance que l'IEF pôle Régional de Libreville est un établissement sous régional qui accueille et forme chaque année des cadres des six(6) Etats membres de la CEMAC dans les filières suivantes : Administration économique et financière, Douanes, Impôts et Trésor. C'est pourquoi a-t-elle dit que plusieurs hauts cadres de l'Administration Tchadienne ont bénéficié de cette formation de qualité dont la mise en œuvre a été d'un apport important dans la gestion des finances publiques et invite les récipiendaires à bien appliquer ces connaissances acquises au bénéfice du pays.

Après le rafraichissement, une photo de famille a bien mis un terme à cette cérémonie.

La BDEAC affiche un résultat net bénéficiaire de plus de 2,3 milliards FCFA



Monsieur **Allali Mahamat ABAKAR**, Secrétaire d'Etat aux Finances et Budget a présidé le 29 juin 2018 à Brazzaville l'Assemblée Générale ordinaire de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC).

Monsieur Allali Mahamat ABAKAR présidait la séance en vertu de la délégation des pouvoirs reçue de Monsieur Issa **Mahamat ABDELMAMOUT**, Ministre des Finances et du Budget de la République du Tchad, Président en exercice de l'Assemblée Générale de la BDEAC.

Délibérant sur les points inscrits à l'ordre du jour, l'Assemblée Générale a approuvé la désignation de trois nouveaux Administrateurs. Ceux-ci siégeront désormais au Conseil d'Administration pour une durée de trois ans renouvelable une fois.

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance des rapports spécial et général des commissaires aux comptes, présentés par les cabinets Ernst & Young et Price Waterhouse Coopers,

a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017, faisant ressortir un résultat net bénéficiaire de plus de FCFA 2,3 milliards contre une perte de FCFA 8,9 milliards un an plus tôt.

Les Actionnaires se sont félicités de l'amélioration des principaux indicateurs de gestion caractérisés par un Produit Net Bancaire qui croit de 10% en passant de FCFA 13,1 milliards en 2016 à 14,4 milliards en 2017, et un coefficient d'exploitation qui s'améliore en passant de 53 % à 48%. Ce qui traduit une bonne maîtrise des charges par la Direction de la Banque.

Les Actionnaires ont ensuite examiné et approuvé le Rapport d'activités de la Banque pour l'exercice 2017, traitant de l'environnement économique international et sous régional observé au cours de la période et des actions menées par la Banque au cours de l'exercice.

L'Assemblée Générale a également approuvé la demande de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) à entrer dans le capital de la Banque. En effet, cette prise de participation de la Commission CEMAC dans le capital de la Banque, contribuera à renforcer la collaboration entre les deux Institutions qui interviennent déjà dans plusieurs projets intégrateurs de la Sous-région. Mandat a été donné au Président de la Banque de poursuivre les discussions avec la Commission CEMAC pour finaliser son adhésion.

Enfin, l'Assemblée Générale a remercié les Autorités congolaises, pour l'accueil chaleureux et fraternel qui a été réservé aux Actionnaires ainsi que pour les facilités matérielles et organisationnelles mises à leur disposition.

MESSAGE

Chers (es) Contribuables ;

A partir du 1^{er} mars 2018, le Ministère des Finances et du Budget passe à la Bancarisation de toutes les recettes de l'Etat.

Payer les droits et taxes de l'Etat auprès des banques partenaires du Ministère des Finances et du Budget.

Les paiements se feront toujours au trésor là où il n'y a pas d'agence bancaire.

Rapprochez-vous des services compétents les plus proches pour d'amples informations.

« Ceci est un message du Ministère des Finances et du Budget »